

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article8193>

Nouvelle carte militaire : il y aura des exceptions

- Défense - France -



Date de mise en ligne : lundi 7 juillet 2008

Spyworld Actu

"Dans un certain nombre de cas, je ferai des exceptions en terme d'aménagement du territoire", déclare le ministre de la Défense Hervé Morin, sans préciser le nom des sites concernés.

Le ministre de la Défense Hervé Morin a annoncé dimanche 6 juillet qu'il y aurait "une demi-douzaine" d'exceptions à la prochaine réforme de la carte militaire, décidées en fonction de besoins particuliers de certaines communautés économiquement fragilisées. "Lorsque des départements ou des communautés d'agglomérations ont vécu toute une série de drames économiques, on ne va pas en plus fermer telle ou telle unité", a-t-il déclaré lors du Grand Jury-RTL/Le Figaro/LCI. "Et donc il y aura une demi-douzaine d'exceptions".

"Dans un certain nombre de cas, je ferai des exceptions en terme d'aménagement du territoire", a-t-il encore déclaré, sans pour autant préciser le nom des sites concernés. Il pourrait par exemple s'agir de localités touchées également par la refonte de la carte judiciaire et/ou de la carte hospitalière.

Mesures d'accompagnement complémentaires

L'annonce de la nouvelle carte militaire a été reportée pour la troisième fois cette semaine, à la fin du mois. Ce nouveau report a été expliqué par la volonté du président Nicolas Sarkozy de trouver des mesures d'accompagnement complémentaires pour "deux ou trois sites".

"On ne va pas mener non plus la même politique entre la redynamisation "d'un site qui se situe en pleine ville dans une agglomération de plusieurs centaines de milliers de personnes, et la restructuration qui touche une commune de 10.000 ou 15.000 habitants", a ajouté Hervé Morin. "Ce que nous souhaitons, et ce que souhaite le président de la République, c'est qu'on mette le paquet là où les problématiques seront les plus difficiles".

"Solutions innovantes"

Le ministre de la Défense avait expliqué jeudi que le chef de l'Etat réclame des "solutions innovantes" sur quelques petites villes pour lesquelles les conséquences de la fermeture d'un régiment sont les plus lourdes. Il s'agit notamment de "faciliter les choses" sur le plan immobilier. Le Premier ministre François Fillon a déjà promis 320 millions d'euros de subventions aux communes les plus touchées.

En lien avec les 54.000 suppressions d'emplois au ministère de la Défense annoncées le 17 juin par Nicolas Sarkozy, le gouvernement veut regrouper les moyens des armées dans 90 bases de défense réparties sur 400 communes.

Post-scriptum :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actu...>